

L'Arcep doit affronter les critiques des opérateurs mobiles

Entre 2002 et 2003, le prix moyen de la minute d'appel via les mobiles a baissé de **-26 %** rappelle le quotidien *Le Figaro*.

Les opérateurs l'ont donc mauvaise et ils estiment que le marché français est victime d'une trop grande réglementation qui nuit au marché.

Le président de Vivendi (maison mère de SFR), Jean Bernard Lévy, et le patron de France Télécom (maison mère d'Orange) n'ont d'ailleurs pas manqué de faire connaître leurs critiques sur ce système qualifié de « *brutal* ».

Selon l'Idate, l'impact de la régulation se chiffre à 2 milliards d'euros sur le chiffre d'affaires cumulé des opérateurs et à 650 millions sur leur résultat cumulé.

Mais le pire reste à venir pour les opérateurs de télécommunications, puisque l'Arcep planche sur une autre baisse des tarifs d'ici 2010.

Dans tous les cas, le débat est passionné, il faut dire que les opinions divergent fortement.

D'un côté, il y a des économistes et des patrons d'industrie qui souhaitent un changement de la politique de régulation. Et de l'autre, il y a les associations de consommateurs qui demandent toujours plus d'équité et de justice.

Par exemple, chez *l'UFC-Que Choisir*, on souhaite une régulation encore plus forte pour permettre l'essor des opérateurs alternatifs, les fameux MVNO. Et l'on s'étonne de l'agacement des opérateurs français dans la mesure où « *tous les opérateurs européens sont concernés* ».